

*Relations Nord-Sud*

en dehors du continent européen. Or la pratique a montré à l'évidence qu'il est encore plus difficile d'appliquer cette idée hors de l'Europe. Chose plus grave, les tensions engendrées par l'échec de la détente dans le Tiers-Monde ont eu des répercussions sur la scène principale où se joue la partie entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire l'Europe. Nous avons pris conscience du fait que les relations Est-Ouest ne peuvent obéir à certaines règles dans une région du globe et à d'autres règles tout à fait différentes ailleurs dans le monde.

N'y a-t-il donc aucun moyen de nous en sortir? Quelques éléments de ce qui pourrait constituer un cadre souhaitable pour les relations Est-Ouest nous viennent à l'esprit. Le rôle des super-puissances ne peut être nié, mais il ne doit pas être exclusif. Bien que la détente, pour survivre, doive être acceptée comme indivisible, force nous sera d'admettre qu'elle a été interprétée de façons différentes par les pays de l'Alliance occidentale et par ceux de l'Alliance orientale, de même que par les pays en voie de développement et les pays non-alignés, ce qui fut une source intarissable de malentendus. La voie à suivre consiste à refuser d'étendre au monde en voie de développement la rivalité militaire entre l'Est et l'Ouest. Agir autrement ne peut qu'exacerber les tensions dans un jeu où personne ne gagne, ni le Nord ni le Sud.

Il est dans l'intérêt du Tiers-Monde que les pays en développement soient tenus à l'écart de la compétition entre l'Est et l'Ouest. Voilà ce que Tito et Nehru recherchaient vraiment dans le non-alignement, et le monde peut seulement espérer que le mouvement des pays non-alignés reviendra aux principes qui l'ont inspiré. Les pays de l'Ouest doivent réexaminer les conditions de leurs relations avec l'URSS afin de promouvoir la stabilité dans le monde. Une Alliance forte sur le plan militaire est essentielle à la réalisation de cet objectif.

Nous devons aussi reconnaître qu'une condition *sine qua non* de la stabilité serait qu'une entente fondamentale existe entre les super-puissances. A cet égard, les super-puissances elles-mêmes doivent s'efforcer de réactualiser les meilleurs arrangements qui ont été pris entre les États-Unis et l'URSS au début des années 1970, à l'époque où le «téléphone rouge» fut installé, et où le monde pouvait compter sur une compatibilité fondamentale d'intérêts entre les deux pays.

Nous serons probablement témoins d'un plus grand nombre de crises qui risqueront, si l'on met les choses au pire, de provoquer un affrontement entre les super-puissances. Il semble de plus qu'une proportion importante de ces crises prendra naissance dans le monde en voie de développement; autrement dit, là où l'Ouest n'a prévu aucun ensemble d'arrangements pour protéger ses intérêts, comme ceux qui lient l'Amérique du Nord au Japon et à l'Europe de l'Ouest. Il est donc bon de se demander de quels moyens nous disposons pour répondre aux crises en général et à celles surgissant dans le Tiers-Monde en particulier, dans la mesure où les intérêts de l'Ouest y sont en jeu.

En ce qui a trait à l'Europe, théâtre principal de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, nous pouvons répondre aujourd'hui à cette question avec plus de confiance qu'il y a un an. Non pas que la situation en Europe soit complètement calme, mais au moins le processus de consultation politique au sein de l'OTAN s'est nettement amélioré pour faire face aux défis que l'avenir nous réserve. La collaboration des alliés à la mise au point d'une stratégie concertée dans la conduite des relations

Est-Ouest en Europe est plus efficace. La politique qui consiste à renforcer les moyens de défense de l'OTAN, tout en proposant de nouveau à l'Union soviétique de négocier les accords sur le contrôle des armements, reçoit l'appui de l'Alliance tout entière, et cela a été confirmé à la récente réunion des ministres de l'OTAN. Ainsi l'OTAN continue d'être un instrument indispensable au maintien de la cohésion et de la force qui garantissent la stabilité et l'équilibre en Europe, ce qui est de toute évidence dans l'intérêt de l'Ouest. Et l'Union soviétique, malgré ses critiques ouvertes au sujet de l'Alliance, admettrait sans doute elle aussi que stabilité et équilibre sont ses objectifs prioritaires en Europe.

Il est plus difficile, madame le Président, de se montrer confiants dans le cas des arrangements pris pour faire face aux crises à l'extérieur de l'Europe. Ni l'Est ni l'Ouest ne sont ici sur leur propre terrain. Les règles du jeu n'ont pas été établies. Bien que quelques limites fermes aient été tracées, notamment dans la région du Golfe, la situation reste ambiguë, et cette ambiguïté peut être dangereuse. Les dirigeants des pays occidentaux doivent continuer de s'interroger sur la meilleure façon de protéger les intérêts de l'Ouest dans ces régions, tout en respectant la souveraineté des pays en cause. L'Est et l'Ouest doivent s'efforcer de redéfinir un code de conduite dans les relations internationales qui leur soit mutuellement acceptable. Mais il faudra avant cela qu'une solution soit apportée à la crise en Afghanistan, dont l'invasion a été une violation de tout ce que l'Occident aussi bien que le Tiers-Monde considèrent comme admissible.

Le Sommet d'Ottawa devrait offrir aux leaders occidentaux l'occasion de mieux harmoniser leurs vues globales sur ce sujet. Il s'agit indéniablement d'une préoccupation qui doit figurer en tête de l'ordre du jour de toute réunion portant sur les affaires internationales. La perspective d'une nouvelle course aux armements alors que des milliards de personnes meurent de faim est un véritable scandale. Si nous décidions de consacrer à des fins pacifiques les sommes que nous dépensons en deux semaines à des fins militaires, nous pourrions fournir de l'eau potable et des soins élémentaires de santé à toute la population du globe. Mais les gens ressentent le besoin de se protéger encore davantage; et l'accroissement de nos dépenses militaires pour contrer l'augmentation des sommes que l'URSS consacre aux armements semble inévitable pour le moment. Il appartient à l'Ouest de trouver une réponse à ce grave problème en consultation, si possible, avec l'Union soviétique.

De plus les négociations sur la limitation des armements stratégiques devront reprendre dès que les deux parties auront acquis une confiance mutuelle suffisante pour y participer de façon efficace, et je dois dire que le plus tôt sera le mieux. Mettre fin à la course aux armements nucléaires présente de formidables difficultés. Mais le gouvernement du Canada continue de croire que, aussi décourageantes que soient ces difficultés et aussi infimes que paraissent les chances immédiates de progrès, il faut inciter les super-puissances à réfléchir avec tout le sérieux qui s'impose aux conséquences qu'aurait une reprise de l'escalade nucléaire. Le gouvernement continue de croire fermement qu'il faut arrêter et renverser la course aux armements nucléaires, et chercher un nouvel équilibre à des niveaux d'armement de moins en moins élevés. La stratégie d'étouffement que j'ai proposée à la première Session spéciale